

**Conseil européen - Brexit -
Conférence de presse de M.
Emmanuel Macron, président de la
République**

(Bruxelles, 25 novembre 2018)

Mesdames et Messieurs bonjour,

Nous venons donc de tenir à l'instant un important sommet qui, comme je le disais en arrivant, est à mes yeux un sommet d'unité, de dignité et de gravité.

Il s'agit d'approuver l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et le cadre politique de notre relation future. C'est cet accord que nous avons acté à 27 ce matin.

Je veux ici saluer le travail remarquable de Michel Barnier, de l'ensemble de ses équipes, des équipes de la Commission et du Conseil européen. Grâce à l'unité européenne nous avons pu ce faisant négocier un bon accord qui préserve nos intérêts, nos valeurs et prépare une coopération étroite avec le Royaume-Uni.

Je veux ici également rendre hommage à Theresa May qui a su, à chaque moment, tout en défendant ardemment l'intérêt de son pays, chercher les voies d'une coopération durable avec l'Union européenne qui est notre bien commun.

Et je veux dire que le Royaume-Uni continuera à avoir sa place, aujourd'hui et demain, avec le rôle qu'il sera prêt à assumer et qui peut évoluer, dans le concert européen des nations.

Si nous franchissons aujourd'hui une étape importante, il convient de préparer aussi la suite, d'une part parce que l'accord de retrait n'est pas ratifié, d'autre part parce que nous n'avons pas encore défini tous les détails de la relation future. Et pour celle-ci, nous voulons préserver évidemment nos principaux intérêts.

C'est pourquoi nous avons obtenu une déclaration à 27, claire, qui cadre cette prochaine étape et dans laquelle je veux ici souligner trois points d'importance que la France en particulier a tenu à faire figurer.

D'abord s'assurer de conditions de concurrence équitable, le partenariat futur devra inclure des dispositions renforcées, très clairement, pour protéger nos entreprises et avoir un véritable alignement dans la durée.

Ensuite en matière de pêche, où nous concentrerons nos efforts pour obtenir un accord préservant l'accès aux eaux britanniques avant la fin de période de transition; et où l'intérêt évidemment de nos pêcheurs et de l'ensemble de ces filières sera défendu.

Enfin pour le respect de l'autonomie de décision de l'Union européenne, qui est un point important.

Ces 3 sujets figurent dans la déclaration des 27 d'aujourd'hui. Et je souhaite que pour la préparation des étapes à venir nous adoptions la même méthode, celle de l'unité et d'une défense commune de ces principes.

Enfin, je considère que nous devons aujourd'hui aussi savoir tirer les leçons de ce départ d'un Etat membre, un partenaire majeur, pour la première fois dans l'histoire de la construction européenne.

Nous devons par ce biais comprendre que l'Europe est fragile, qu'elle n'est pas un acquis et que nous devons donc la défendre contre tous ceux qui oublient qu'elle est une garantie de paix, de prospérité et de sécurité sur notre continent.

Mais, paradoxalement, le Brexit a aussi montré à chacun la valeur qu'il y a dans cette Union, aussi perfectible soit-elle. Et nous devons ce faisant comprendre que notre Europe doit précisément être refondée, pour être mieux comprise de nos peuples et répondre à leurs aspirations, parce que très clairement le Brexit nous dit qu'elle n'a pas su rassurer, protéger suffisamment les peuples de chacun de nos pays.

C'est ce projet de refondation qui, pour moi, doit aussi être au coeur des mois à venir pour notre Union européenne./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)